

# ESSAI SUR L'ÉCONOMIE SELON LA THÉORIE DES SYSTÈMES

JEAN-FRANÇOIS GRESET



Régulateur à boules de James Watt.

IIÈME PARTIE

## ***II.1 L'Etat, facteur économique***

- L'Etat, agent économique
- Les fonctions de l'Etat
- Fonction sociale de l'Etat
- Conclusion
- Notes

*Le corps politique assigne à l'Etat des missions à remplir selon les souhaits explicites manifestés par la population, par le biais des formations ad hoc reconnues. A cet effet, l'Etat salarie des fonctionnaires, mandate des entreprises et investit, en percevant des taxes et impôts pour en assurer le financement. En conséquence les matrices P/R et R/C sont transformées par l'intégration de cet élément, lequel trouve bien sa place dans l'architecture de notre modèle.*

*L'Etat, en soi, est un système inclus dans l'Economie manifestant toutefois la tendance à s'autonomiser par rapport à son hôte, en accroissant son emprise sur la Société. Cette inclination prend mauvaise tournure lorsque la capacité financière du pays est obérée par des dépenses excessives conduisant à un endettement exagéré.*

*Il convient de se souvenir que l'Etat n'est pas à l'abri de ses erreurs de gestion et devra tôt ou tard en payer le prix ou pire le faire payer par sa population. Une bonne gouvernance publique impose le respect de l'équilibre financier, maxime quelque peu oubliée par ceux-là mêmes qui auraient dû empêcher cette dérive. Décidément, la passion malade du pouvoir conduit à des comportements aberrants !*

## I. L'Etat<sup>1</sup>, agent économique

### I.1 Les activités économiques de l'Etat

L'Etat, au sens économique, est aussi un entrepreneur dont la fonction consiste à coordonner les facteurs de production *travail* et *capital*, dans l'intention d'atteindre les objectifs définis par l'appareil politique, en fournissant, par exemple, des services du genre :

- Enregistrement et contrôle de la population,
- Protection civile, sanitaire,
- Enseignement, recherche, etc.

ou en procédant à des investissements tels que :

- Ouvrage de défense, commandes d'armement,
- Infrastructures des eaux, électricité,
- Infrastructures routières, fluviales, ferroviaires, etc.

ou encore, en assurant des tâches publiques relatives à la justice, aux finances, à la politique étrangère.

Il s'agit d'une description très incomplète des multiples activités de l'Etat, dans les domaines les plus variés. Bien que la production en question ne soit pas, dans certains cas, visible ou utile directement au citoyen, mais à la société, il ne procède pas moins d'un acte économique, dont la valeur objective réside dans la somme des revenus qu'elle génère. De ce fait, il est permis d'incorporer le PIB<sub>Etat</sub> et son flux de rémunérations dans les matrices P/R et R/C du cycle économique. De même que l'entrepreneur, l'Etat aura une propension à dépenser son propre revenu, propension qui se situera dans les limites :

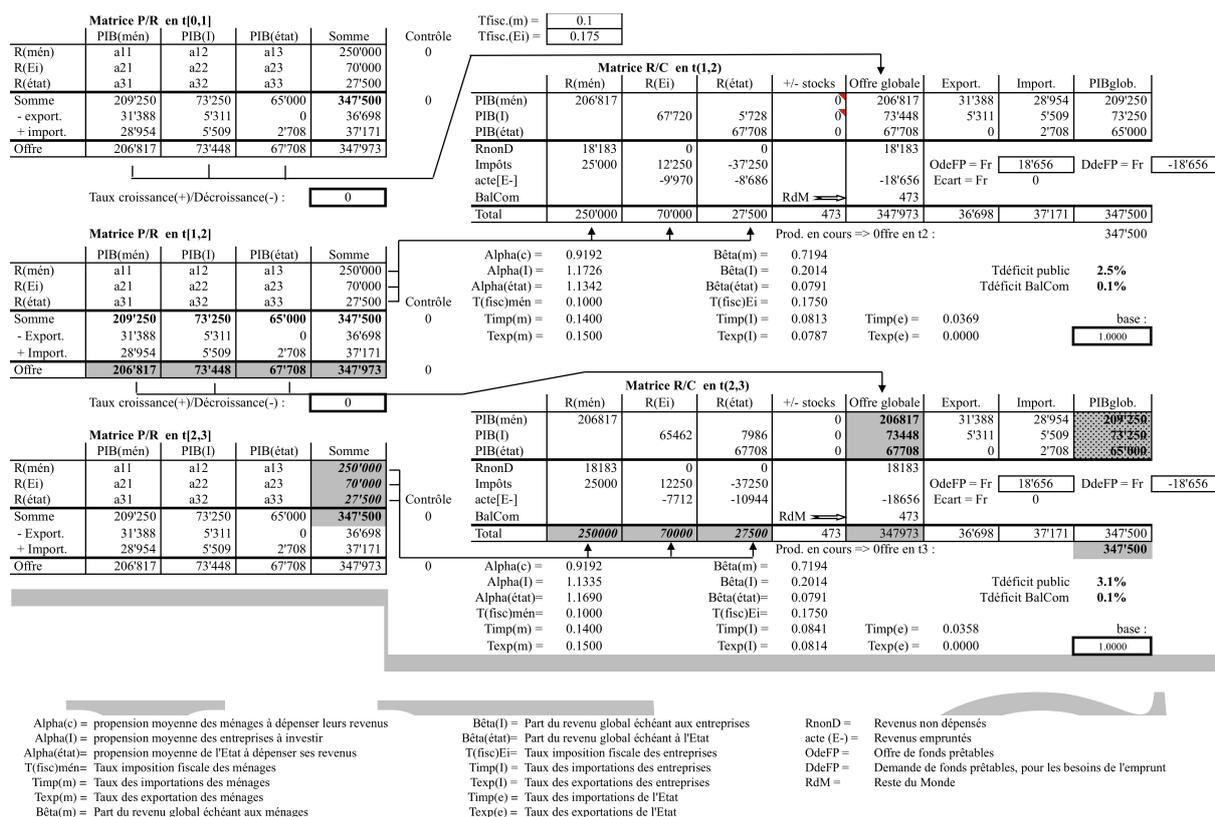
- |                        |   |                    |
|------------------------|---|--------------------|
| - Excédent budgétaire  | → | $0 < \alpha_e < 1$ |
| - Equilibre budgétaire | → | $\alpha_e = 1$     |
| - Déficit budgétaire   | → | $1 < \alpha_e < m$ |
- m = valeur sous la contrainte de la capacité d'endettement

La production de l'Etat touche des domaines très divers, à buts sociaux le plus souvent. Elle se caractérise notamment par la maintenance d'une activité de base relativement constante, de nature répétitive, moins sensible à la conjoncture et constituant un excellent point d'appui contre les récessions. Parallèlement, l'Etat procède au lancement de grands travaux dont le financement sort du cadre de la rentrée courante des impôts. Dans un tel cas, des besoins de crédit à moyen, voire long terme, se feront sentir. Cette situation amènera l'Etat à émettre des emprunts publics ou des bons du Trésor, entrant alors en concurrence directe avec les emprunteurs privés, au risque parfois de les évincer du marché des capitaux. Cette institution est donc à considérer, au même titre que les entrepreneurs, comme un agent actif, lequel s'incorpore alors dans le système économique de la façon suivante :

Fig. No 1 - Matrice Production => Revenus

- Voir page suivante -

Fig. No 1 - Matrice Production => Revenus



Commentaires :

- La ligne R<sub>état</sub> totalisant Fr 27'500 correspond aux prélèvements fiscaux ajoutés aux coûts de la production, du type TVA, en a31, a32, éventuellement a33 pour des prestations publiques soumises à la TVA ;
- La colonne PIB<sub>état</sub> contient la valeur effective des revenus payés par l'Etat aux facteurs ménages et entreprises, dans la période considérée, facteurs utilisés pour fournir toute la gamme des prestations auxquelles l'Etat est astreint (voir a13, a23).
- En a33, il est concevable que l'agent public réalise un profit au même titre que les entreprises, provenant de ses multiples activités de production, offerte à la population, ou utilisée par des institutions parapubliques.
- La part de l'Etat au processus de production est de 18,7% (65'000/347'500) du PIB. Toutefois, les dépenses s'élèvent à Fr 73'438 (Fr 5'728+ Fr 67'708) selon la matrice R/C, alors que les revenus de la fiscalité directe et indirecte s'inscrivent à hauteur de Fr 64'750 d'où un déficit de Fr 8'686 financé à l'interne par l'épargne des ménages.

La figure ci-dessus fait bien ressortir le caractère fortement intégré de l'activité productive de l'Etat et de ses ressources. L'influence du facteur Etat dépend évidemment de son poids économique qui se révèle, dans nos pays développés, important, voire envahissant quelquefois.

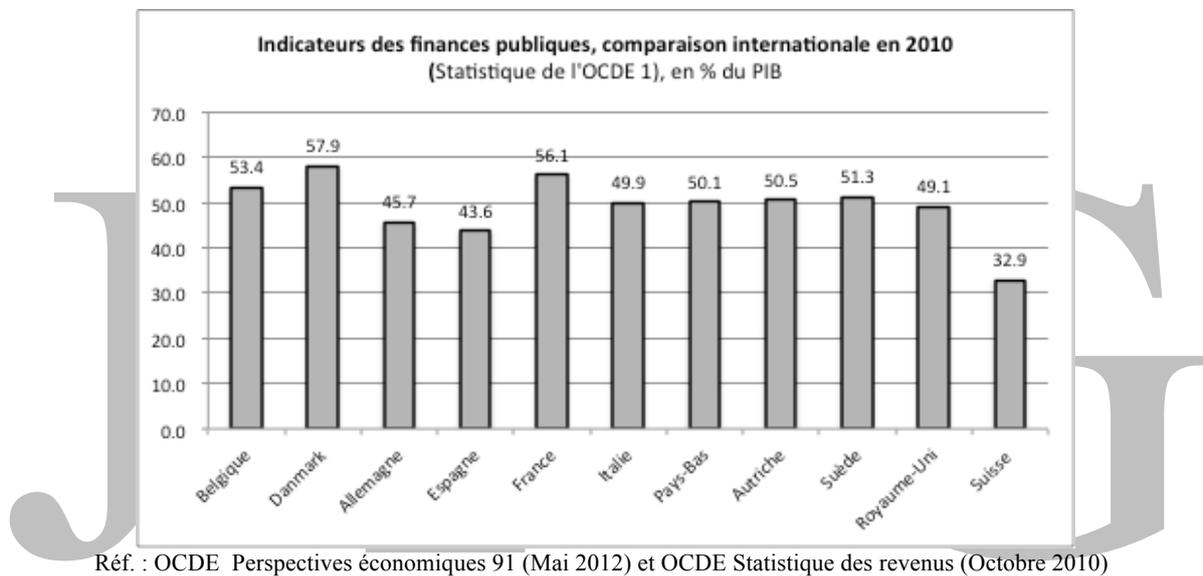
I.2 Le poids de l'Etat

Le poids de l'Etat dans nos Economies a considérablement augmenté. Il s'agit d'une tendance lourde qui semble atteindre ses limites. Cette évolution résulte d'une montée en puissance de la complexité de la société, exigeant de l'Etat de remplir des tâches toujours plus nombreuses et coûteuses. En outre, la démographie allant vers un vieillissement de la population, les arrières-pensées politiciennes, la déresponsabilisation des individus, pour ne citer que ces exemples, contribuent à cette poussée de l'Etat.

Par ailleurs, si l'obsolescence des investissements tend à s'accroître, malheureusement celle relative aux emplois suit depuis quelques années la même voie, avec, pour incidence, la montée de la précarité professionnelle. Le chômage des jeunes (surtout faiblement scolarisés), et des plus de cinquante ans, tend à devenir un lourd problème social générant des coûts très élevés. De plus, les frais collectifs, de la formation, des transports, etc., haussent constamment à des taux de croissance supérieurs à celui du PIB. Cette distorsion a pour effet d'obérer les charges publiques au détriment de la capacité productive des pays concernés.

La question de savoir si une formule idéale existe quant à l'emprise de l'Etat, les avis sont très partagés, avec les partisans d'une entité politique forte, omniprésente et ceux qui souhaitent une fonction publique réduite au strict nécessaire. Le tableau infra montre le poids de l'Etat, selon les critères de l'OCDE, de plusieurs pays. On observe un taux minimum de 32,9% pour la Suisse et un maximum de 57,9% pour le Danemark. Il serait toutefois téméraire de tirer des conclusions précises au sujet du handicap que constituerait une présence publique trop encombrante.

Fig. 2 - Poids de l'Etat selon les statistiques de l'OCDE



A ce propos, considérons les deux matrices R/C qui suivent, l'une montrant un poids modéré de l'Etat et l'autre une présence plus élevée.

Fig. 3a - Matrice R/C - Présence modérée de l'Etat

	Matrice R/C en t(1,2)			Poids modéré de l'Etat					
	R(mén)	R(Ei)	R(état)	stock +/-	Offre globale	Export.	Import.	PIBglob.	
PIB(mén)	331'976			0	331'976	52'800	54'776	330'000	
PIB(I)		125'901	10'887	0	136'788	16'027	16'415	136'400	
PIB(état)			85'744	0	85'744	0	2'144	83'600	
RnonD	26'899	0	0		26'899				
Impôts	39'875	15'125	-55'000			OdeFP = Fr	31'406		
acte[E-]	0	-20'026	-11'381		-31'406	DdeFP = Fr	-31'406		
BalCom	1'976	388	2'144	RdM →	4'507				
<b>Total</b>	<b>398'750</b>	<b>121'000</b>	<b>30'250</b>	<b>4'507</b>	<b>554'507</b>	<b>68'827</b>	<b>73'334</b>	<b>550'000</b>	
Prod(m) =	0.600	Alpha(c) = <b>0.9250</b>	Bêta(m) =	0.7250	Sde BalCom déficitaire	<b>0.8%</b>			
Prod(I) =	0.248	Alpha(I) = <b>1.1891</b>	Bêta(I) =	0.2200	Budget déficitaire	<b>2.1%</b>			
Prod(état) =	0.152	Alpha(état) = <b>1.1335</b>	Bêta(état) =	0.0550	Poids modéré de l'Etat	<b>17.6%</b>			
T(fisc)mén =	0.1000	T(fisc)Ei =	0.1250		Egalité base	<b>1.0000</b>			
Texp(m) =	0.160	Texp(I) =	0.128	Texp(e) =	0.00				
Timp(m) =	0.165	Timp(I) =	0.130	Timp(e) =	0.02				

Fig. 3b - Matrice R/C - Forte présence de l'Etat

	Matrice R/C en t(1,2)			Poids élevé de l'Etat		Export.	Import.	PIBglob.
	R(mén)	R(Ei)	R(état)	stock +/-	Offre globale			
PIB(mén)	272'817			0	272'817	43'391	45'015	271'193
PIB(I)		68'233	18'443	0	86'676	10'156	10'401	86'430
PIB(état)			197'309	0	197'309	0	4'933	192'377
RnonD	22'120	0	0		22'120			
Impôts	62'563	21'389	-83'951			OdeFP = Fr	28'922	
acte[E-]	0	-4'066	-24'857			DdeFP = Fr	-28'922	
BalCom				RdM →	6'802			
Total	357'500	85'556	106'944	6'802	556'802	53'546	60'349	550'000
				556'802	556'802			550'000
Prod(m) =	0.4931	Alpha(c) =	<b>0.9250</b>	Bêta(m) =	0.6500	Sde BalCom déficitaire		<b>1.2%</b>
Prod(I) =	0.1571	Alpha(I) =	<b>1.0634</b>	Bêta(I) =	0.1556	Budget déficitaire		<b>4.5%</b>
Prod(état) =	0.3498	Alpha(état) =	<b>1.1302</b>	Bêta(état) =	0.1944	Poids de l'Etat		<b>35.0%</b>
		T(fisc)mén =	<b>0.1750</b>	T(fisc)Ei =	<b>0.2500</b>	Egalité base		<b>1.0000</b>
Texp(m) =	0.1600	Texp(I) =	0.1494	Texp(e) =	0.0000			
Timp(m) =	0.1650	Timp(I) =	0.1524	Timp(e) =	0.0229			

La lecture des deux matrices fait ressortir deux structures très différentes tant en ce qui concerne la répartition du  $R_{global}$  que le poids relatif des secteurs de production. Ainsi, les  $PIB_m$  et  $PIB_I$  sont considérablement réduits au profit du  $PIB_{état}$ . De plus, on observe sans surprise que le poids de la fiscalité en 3b est nettement plus prononcé. Empiriquement on pourrait penser alors que la 2<sup>e</sup> structure s'avère moins favorable que la 1<sup>ère</sup>. Cette conclusion n'est pas certaine. En effet, il se peut que les  $PIB_m = Fr 271'193$  et  $PIB(I) = Fr 86'430$  soient suffisants pour satisfaire pleinement les attentes des ménages et entreprises, dans la mesure où les prestations de l'Etat s'avèrent de qualité et assurent un confort général égal, si ce n'est supérieur à la structure de la fig. No 3a. L'augmentation du poids de l'appareil politique dans l'Economie n'est pas nécessairement un handicap pour autant que cette présence soit acceptée par la société civile. Néanmoins, un Etat obèse se signale par une pression fiscale qui finira par devenir insupportable et confiscatoire, au risque d'affaiblir le contexte même dont il dépend. La controverse qui agite les tendances politiques, c'est-à-dire les partisans d'un appareil public à la présence discrète et ceux qui souhaitent lui confier toujours plus de tâches, ne sera jamais tranchée définitivement. La voie médiane reste encore la moins mauvaise, afin de préserver la cohésion sociale du pays et permettre aux autorités d'assumer leur rôle de régulateur. Il convient toutefois d'insister sur le fait que les coûts marginaux de fonctionnement de l'Etat, passé un certain seuil, deviennent aussi croissants (par exemple : effectif pléthorique des fonctionnaires), tandis que les charges sociales distribuées sans retenue ni discernement contribuent à un alourdissement des frais d'exploitation des entreprises indigènes, susceptibles de nuire à leur capacité concurrentielle. Les prélèvements fiscaux constituent une détérioration du pouvoir d'achat des ménages et un élément de coût pour les firmes, coûts qui, dans la mesure du possible, seront reportés sur le prix de vente ; cas contraire le bénéfice de l'entreprise subira une atteinte douloureuse.

Les deux figures supra nous donnent une image statique. En dynamique, on écrira les relations :

Si  $\Delta D\acute{e}p_{publ} > \Delta PIB_{global}$ , on aura un accroissement du poids de l'Etat ;  
 $\Delta D\acute{e}p_{publ} = \Delta PIB_{global}$ , le poids de l'Etat est inchangé ;  
 $\Delta D\acute{e}p_{publ} < \Delta PIB_{global}$ , on aura une diminution du poids de l'Etat.

Il apparaît clairement que la 1<sup>ère</sup> relation est à proscrire, dès l'instant où elle tend à se maintenir pour devenir structurelle.

## II. Les fonctions de l'Etat

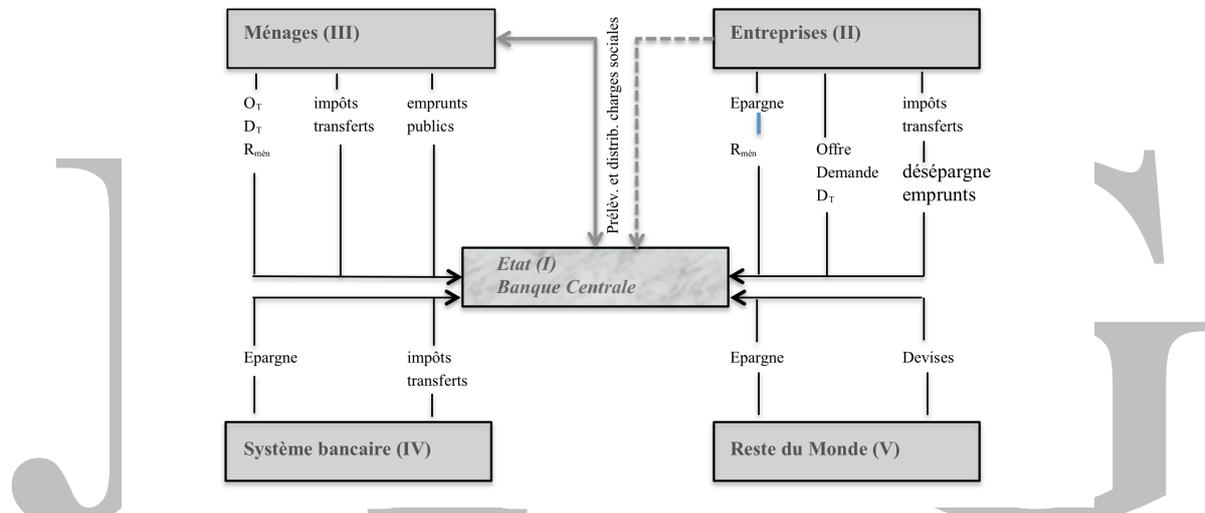
Les activités de l'Etat sont multiples, selon la description brève faite plus bas. Ces dernières se résument aux missions suivantes :

**Fonctions**

- salarie le corps des fonctionnaires
- demande de biens et service auprès du secteur privé,
- demande de biens immobilier et d'infrastructures auprès du secteur privé,
- perception des impôts directs et indirects,
- production de prestations sociales, (chap. III)
- encaissement et redistribution des retenues sociales, (chap. III)
- sécurité extérieure par la diplomatie et la défense du territoire,
- sécurité intérieure et maintien de l'ordre public,
- définition du droit et de la justice,
- privilège de l'émission de la monnaie et souveraineté économique.

La figure No 4 intègre les diverses missions en question, lesquelles à la fois sont interdépendantes, et constituent le **tout** auxquelles elles appartiennent ; réciproquement ce même **tout** les influence également formant un système.

Fig. No 4 Les fonctions publiques



Cinq catégories (I à V) interagissent avec les fonctions principales de l'Etat décrites plus haut.

I) Pour assurer les activités précitées, il prélève des impôts, qui constituent ses ressources financières dominantes. Il retient aussi des revenus aux agents pour les redistribuer à d'autres. Pour payer des grands travaux, en général commandés au secteur privé, il lance des emprunts publics. Par le biais de la Banque centrale, il émet ou retire de la monnaie (billets ou scripturale) détenue par les agents.

II) Pour les entreprises, l'Etat constitue un client considérable, consommateur surtout de PIB(I). A titre de placement, une part des managers souscrivent à des emprunts publics, devenant créanciers de l'Etat. Ce secteur est un important pourvoyeur de recettes fiscales directes et indirectes et de retenues sociales.

III) Les ménages sont également soumis aux impôts et autres ponctions sociales. L'Etat salarie une partie de la population pour assurer son fonctionnement. Leur épargne est en partie investie dans des emprunts publics, constituant une source de rémunérations par les intérêts qui leur sont versés.

IV) Le système bancaire est étroitement assujéti à la Banque centrale dans le domaine de la politique monétaire notamment. Son rôle d'intermédiation des revenus non dépensés et de ceux déséparnés/empruntés est essentiel, parce que permettant le bouclage du cycle financier de l'Economie réelle.

V) Le Reste du Monde concerne les pays avec lesquels des relations d'échange sont entretenues ; il en découle un mouvement d'entrées-sorties de devises en relation avec les opérations commerciales et financières. A cet égard, une politique du change est pratiquée par la BC.

Les fonctions publiques donnent lieu à des flux monétaires tels que les revenus des ménages, ou les impôts, entre autres, et à des accumulations (logique de stock) d'actifs et de passifs, comme :

- L'épargne des agents excédentaires,
- Les investissements mobiliers et immobiliers,
- L'endettement.

Pour ce qui est plus précisément de la production assurée par les institutions publiques, celles-ci sont tenues, au même titre que les entreprises, aux lois de la productivité, c'est-à-dire faire preuve d'efficacité en fournissant le plus de services aux moindres coûts. Malheureusement, la concurrence n'étant pas présente dans ce secteur, cette règle n'est pas observée de manière constante dans tous les départements, comme cela devrait pourtant se voir. Par ailleurs, les pouvoirs publics ne sont pas soumis (ou en tout cas dans une moindre mesure), comme l'entrepreneur, aux contraintes des marchés et de l'écoulement de leur production, laquelle consiste pour une bonne part en prestations sociales.

En outre, détenteur de l'autorité, l'Etat se voit confier la responsabilité de régler quantité d'activités, dont certaines en relations directes avec l'Economie. On citera entre autres : les conditions de travail de la main-d'œuvre, les normes de sécurité, de santé, l'interdiction de produits nuisibles, etc. L'étendue des domaines sous juridiction publique est considérable, abandonnant finalement aux administrations des pouvoirs réels élevés, lesquelles finissent par en abuser ; de multiples exemples sont là pour en attester la réalité malheureuse. Sur ce point aussi, la règle de la pondération intelligemment appliquée devrait être observée afin d'éviter la lente asphyxie de nos entreprises étouffées par des contraintes inutiles parfois.

La diversité des rôles joués par l'Etat illustre à l'évidence son importance en tant qu'acteur économique et aussi social. Le poids de sa présence dans le vécu quotidien du citoyen n'est pas défini selon des critères objectifs précis. Il n'en demeure pas moins qu'une emprise politique trop large sur la vie économique se fait au préjudice de l'efficacité, se soldant finalement par des coûts élevés et une pression fiscale difficile à supporter. A l'inverse, un Etat peu présent sur la scène publique aura quelques peines à mener une politique crédible, capable de corriger les ajustements conjoncturels inadéquats, d'une part, et de constituer un socle suffisamment solide pour résister aux effets d'une dépression, d'autre part.

### **III. Fonction sociale de l'Etat**

La fonction sociale de l'Etat est diversement interprétée suivant la nature que le monde politique veut bien lui donner. Ainsi, dans le groupe des pays du G20, on observe des nations, comme les USA, prônant la responsabilité personnelle de l'individu face aux aléas de la vie, ou comme la France, très protectrice sous le prétexte de la justice sociale. Cette attitude généreuse n'est toutefois pas sans inconvénient. En effet, compte tenu du caractère systémique des diverses fonctions de l'Economie, l'intrusion du social n'est pas neutre et constitue un coût supplémentaire à supporter par l'ensemble des acteurs. A ce propos, une règle impitoyable s'impose, dans le sens que l'activité de production et de vente, c'est-à-dire l'Economie réelle, ne peut procurer plus que ce qu'elle produit. La seule issue, après épuisement de la productivité, se réduit alors à prendre des revenus à certains agents pour les redonner à d'autres, par de simples opérations de transferts (ou de redistribution) arbitrées par la majorité politique au pouvoir. De plus, le poids élevé des ponctions fiscales auprès des ménages et des entreprises se heurte à leur acceptabilité par ces derniers. En tombant dans la facilité, il existe un moyen de s'affranchir de ces contraintes en recourant simplement à l'emprunt interne ou externe pour assurer le déficit des comptes sociaux, dont le caractère structurel est vite conforté par l'aisance avec laquelle de tels emprunts sont couverts par des prêteurs. La pratique inconsidérée de la Fed et de la

BCE par le maintien de taux d'intérêt quasi à zéro et l'émission sans retenue en \$ notamment encourage le recours exagéré à l'emprunt.

La fig. No 5 infra restitue l'image d'une Economie présentant à la fois une position de sa BalCom négative, de € 58,29 milliards et un solde déficitaire public de € 122 milliards. Le solde négatif des échanges n'est pas une malédiction en soi, pour autant qu'il ne devienne pas structurel. Bien entendu, une telle situation peut durer tant que le RdM accepte, en contrepartie de ses exportations, les devises du pays déficitaire. L'actif monétaire ainsi détenu est susceptible de dévaluer, mais sans possibilité de réclamation contre l'émetteur de la monnaie en question. Par contre, lorsque les comptes sociaux d'un pays présentent un solde négatif, celui-ci est contraint de faire appel à l'emprunt pour en financer le solde en s'adressant à des créanciers intérieurs ou extérieurs. Ainsi, le recours à l'endettement pour effectuer des opérations hors les échanges est-il vivement déconseillé surtout lorsque sa nature structurelle est évidente.

Fig. 5 - Matrice R/C d'une Economie sous pression

	Matrice R/C en millions d'€			Stock +/-	Demande intérieure	Export.	Import.	PIBglob.
	R(mén)	R(Ei)	R(état)					
PIB(mén)	1'138.287			0.000	<b>1'138.287</b>	147.719	214.799	1'071.207
PIB(I)		431.710	0.000	0.000	<b>431.710</b>	391.000	382.210	440.500
PIB(état)			490.020	0.000	<b>490.020</b>	0.000	0.000	490.020
RnonD	92.027	0.000	0.000		92.027			
Impôts	112.560	137.460	-250.020			OdeFP = Fr	150.3	DdeFP = Fr
act[E-]	0.000	-28.340	-108.000			Ecart = Fr	0.0	
Déficit cpte soc.			-14.000					
BalCom	67.080	-8.790	0.000	RdM →	58.290			
Total	<b>1'328.873</b>	<b>540.830</b>	<b>132.000</b>		2'059.993	538.719	597.009	2'001.727
			TVA			26.9%	29.8%	
						Texport	Timport.	
Alpha(c) =	0.925201					Déficit BalCom :	<b>2.91%</b>	du PIB
Alpha(I) =	1.070258		Bêta(m) =	0.663863		Déficit public :	<b>5.40%</b>	du PIB
Alpha(état) =	1.282708	hors ch.soc.	Bêta(I) =	0.270182		Ratio financier du RdM :	<b>38.78%</b>	de la DdeFP
Alpha(état) =	1.331504	inclus ch.soc.	Bêta(état) =	0.065955		Ratio financier du RdM :	<b>2.91%</b>	du PIB
T(fisc)mén =	0.084703		T(fisc)Ei =	0.254165				
	indirect			indirect				

La présente matrice reflète une morphologie porteuse des deux inconvénients précités, soit un solde de la BalCom négatif de 2,9% du PIB, de même un compte social en découvert de € 14 milliards. Contexte aggravant, l'Etat dépense plus que ses recettes d'où un déficit public s'élevant à 5,4% du PIB. Une telle structure présente des variables  $\alpha_{c,I,e}$  dont la valeur est très élevée en termes de propension des agents à dépenser leurs revenus acquis en cours du cycle. En outre, la pression fiscale exercée sur les sujets est forte et constitue un handicap coûts pour les entreprises. Si en plus, par hypothèse, cette Economie s'installe pour longtemps dans ce statut fautif, alors les mesures d'ajustement à prendre seront d'autant plus difficiles et douloureuses à appliquer que le temps écoulé aura été long.

On observe que ce type d'Economie résulte d'un choix politique orienté, pour des raisons d'opportunisme, vers la facilité, et en faisant croire que le système en question dispose de ressources financières inépuisables, ce qui bien entendu est une illusion. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'une telle Economie constitue un terrain propice au surgissement de crises sévères, résistantes aux mesures prises pour tenter de les surmonter.

#### IV. Conclusion

L'Etat occupe un rôle important dans nos Sociétés modernes. On retiendra que dès qu'il s'interpose pour corriger la conjoncture, il contribue à transformer la structure du système en modifiant les valeurs des variables d'équilibre. Il suffit donc que l'intervention soit mal appropriée ou que la réponse des autres agents ne soit pas adéquate pour que l'appareil économique perde sa flexibilité, et se trouve dans des zones d'équilibre très contraignantes, compromettant la continuité des activités de production et d'échange. A ce propos, on verra sous le chapitre relatif à la politique conjoncturelle combien cette

dernière est délicate à conduire à cause du caractère systémique de l'Economie, mis en évidence au chapitre I.13.

Dès l'instant où l'Etat et la Banque centrale assument le pilotage macroéconomique, selon des objectifs bien précis et une stratégie connue d'avance dans ses grandes lignes, on assiste alors à la naissance d'un nouveau comportement de la part des autres agents, dans le sens que ces derniers, au lieu de subir, anticipent les décisions que vraisemblablement les autorités concernées vont prendre. A titre d'exemple, le simple constat d'une accélération de l'inflation est susceptible de provoquer, sur les marchés monétaires, une montée des taux d'intérêt court terme, les agents étant persuadés que la Banque centrale, en réponse à la hausse des prix pratiquera une politique de resserrement de la masse monétaire de base. Cette logique anticipative va même plus loin puisqu'il n'est pas rare de voir les marchés réagir à la publication de l'évolution des agrégats monétaires M1, M2 et M3. Ce comportement n'est pas critiquable en soi, il s'agit simplement de l'intégrer dans les réflexions à la base des décisions des responsables de la politique économique.

## *Notes*

<sup>1</sup> L'Etat est une entité économique au même titre que les entrepreneurs, avec, en plus, la capacité politique d'agir en tant qu'arbitre d'intérêts opposés, toujours dans le but de réguler le système lorsque ce dernier n'est pas à même d'apporter une réponse satisfaisante à ses besoins d'adaptation. Ainsi, dans le cas d'une récession d'une certaine importance, l'Economie n'est pas en capacité d'enrayer par ses propres automatismes l'effet cumulatif négatif qui en découle. Un tel contexte demande donc une ou des interventions des instances publiques tendant à éviter cette évolution.

Par son pouvoir, l'Etat est à même d'administrer les prix des salaires, des produits ou des services (logements), voire des intérêts, avec cependant le risque de rattrapage lors de la levée des mesures, ou l'inadaptation pour des entreprises publiques obsolètes qui ne seraient plus soutenues (les aciéries par exemple).

## ***II.2 La structure de l'Economie en système élargi***

- Structure en système ouvert
- Structure élargie du système
- Notes

*La production de l'Etat s'intègre naturellement au  $PIB_{global}$ , participant ainsi à sa structure. A cet égard, il est intéressant d'étudier les conditions auxquelles le système devra répondre pour que son fonctionnement soit le moins contraint possible dans sa zone de viabilité.*

J F G

### I. Structure en système ouvert

L'Etat, en sa qualité d'agent, assume également une fonction de production, laquelle ne sera pas abordée dans ce chapitre, pour la simple raison qu'une pareille étude sortirait des limites imposées. On retiendra que des économistes contemporains, tels que J. Buchanan, G. Tullock, se sont intéressés au comportement de l'Etat et à son impact jugé par eux négatif en regard de l'intérêt général. Moins récente, on relèvera l'analyse de Marx, laquelle conclut au rejet du capitalisme et en appelle à la planification outrancière, accompagnée du transfert de propriété du facteur Capital à l'Etat. Entre ces deux Ecoles se situe, à notre avis, la réalité des faits, nous incitant plutôt à nous prononcer en faveur d'une présence modérée de l'Etat (ce qui ne signifie pas modeste), cela pour la sauvegarde des intérêts sociaux, politiques et économiques de la nation.

Au chapitre I.4, a été montrée l'existence de conditions précises à partir desquelles les structures des agrégats de production et de revenus étaient en harmonie entre elles. L'adjonction du facteur Etat et l'ouverture sur le RdM impliquent des combinaisons plus nombreuses, rendant de ce fait cette démarche plus délicate. Afin de cerner ce profil, il nous paraît judicieux de recourir à une série de simulations.

### II. Structure élargie du système

Pour conduire la recherche de l'espace de fonctionnement de l'Economie, ou en d'autres termes les limites de sa structure, on choisira l'approche par la simulation de l'égalité :

$$\alpha_c \beta_m (1 - t_{fm}) \frac{(1 - timp_m)}{(1 - texp_m)} + \alpha_l \beta_l (1 - t_{fl}) \frac{(1 - timp_l)}{(1 - texp_l)} + \alpha_e (\beta_m t_{fm} + \beta_l t_{fl} + \beta_e) \frac{(1 - timp_e)}{(1 - texp_e)} = 1$$

Etant donné le nombre de variables intégrées dans le modèle précité, les effets ont été étudiés en prenant chaque fois deux variables en considération, les autres restant des constantes.

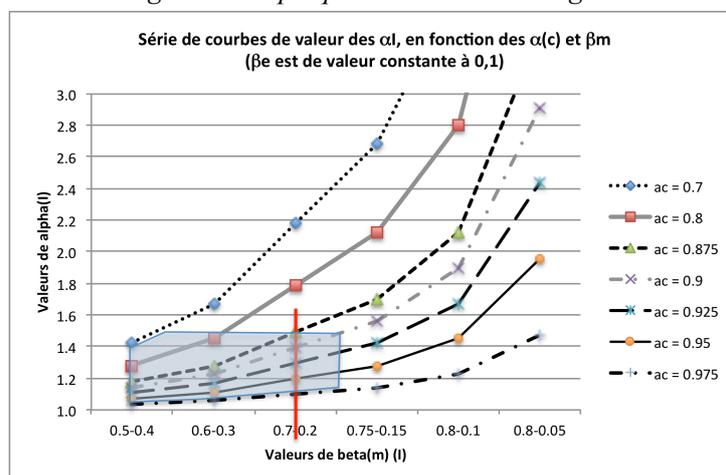
#### II.1 Effet de la répartition du Revenu global

Fig. 1 - Valeurs de  $\alpha_l$  équ en fonction de  $\alpha_c$  et  $\beta_m$

alpha(c) \ beta(m), (l)	0.7	0.8	0.875	0.9	0.925	0.95	0.975
0.5-0.4	1.422	1.281	1.176	1.141	1.105	1.070	1.035
0.6-0.3	1.675	1.450	1.281	1.225	1.169	1.113	1.056
0.7-0.2	2.181	1.788	1.492	1.394	1.295	1.197	1.098
0.75-0.15	2.688	2.125	1.703	1.563	1.422	1.281	1.141
0.8-0.1	3.700	2.800	2.125	1.900	1.675	1.450	1.225
0.8-0.05	6.738	4.825	3.391	2.913	2.434	1.956	1.478

Constantes :  $\alpha_e = 1$   $\beta_e = 0.1$   $T_{fisc}(m) = 10\%$   $T_{fisc}(l) = 20\%$  Solde BalCom = 0

Fig. 1a - Graphique des valeurs de Fig. 1



Commentaires (fig. 1 et 1a) :

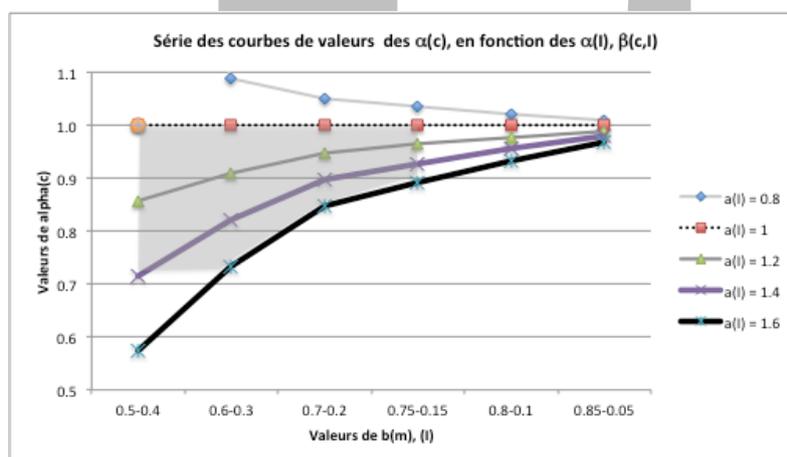
- L'équation de la page précédente commande une relation étroite entre chacune des variables qui la composent, puisqu'à l'équilibre, l'équation en question doit être égale à 1. Le maintien de ce résultat unitaire impose alors que si l'on change, par exemple, le chiffre d'une variable (ou plusieurs), une autre (ou plusieurs) devra être modifiée en conséquence. En sélectionnant une paire de ces dernières, et en cadrant leurs valeurs dans un espace tolérable (viable), il est alors possible de procéder à l'évaluation d'une 3<sup>ème</sup> permettant de définir sa zone de viabilité, en même temps que celle du système dans sa totalité.
- Dans la mesure où l'on admet que la valeur limite de  $\alpha_I$  *équ* ne dépasse pas 1,5<sup>1</sup>, on observe une restriction sévère du domaine d'expression des variables en cause.
- La zone précitée, définie de la sorte, dépend des valeurs de  $\beta_m$ , respectivement  $\beta_I$ , et de  $\alpha_c$ . Ainsi,  $\beta_m$  (pour  $\beta_e$  constant = 0.1) ne devrait pas excéder 0,7 pour que l'espace d'expression de  $\alpha_c$  et  $\alpha_I$  ne soit pas contraint à des ratios trop élevés.
- Par trop élevés, on entend des valeurs à l'extérieur d'un champ de viabilité étroit. Ce champ est défini sur le graphique No 1a par la zone ombrée.

Fig. No 2 - Valeurs de  $\alpha_c$  *équ* en fonction de  $\alpha_I$  et  $\beta_m$

alpha(I) \ beta(m), (I)	0.8	1	1.2	1.4	1.6
0.5-0.4	1.796	1.000	0.858	0.716	0.573
0.6-0.3	1.089	1.000	0.911	0.822	0.733
0.7-0.2	1.051	1.000	0.949	0.898	0.848
0.75-0.15	1.036	1.000	0.964	0.929	0.893
0.8-0.1	1.022	1.000	0.978	0.956	0.933
0.85-0.05	1.010	1.000	0.990	0.979	0.969

Constantes :  $\alpha_e = 1$   $\beta_e = 0.1$   $T_{fm} = 10\%$   $T_{fl} = 20\%$  Solde BalCom = 0

Fig. No 2a - Graphique



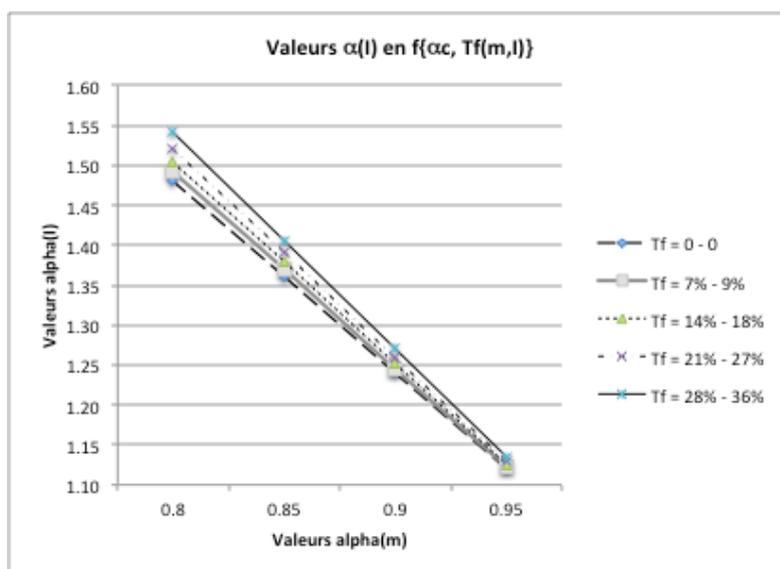
Commentaires (fig. 2 et 2a) :

Cette simulation génère les valeurs respectives de  $\alpha_c$  *équ* en fonction des variables  $\alpha_I, \beta_{m,I}$ . On relève :

- Les observations statistiques montrent que dans sa grande majorité  $\alpha_c$  *équ* est très rarement, et pour de très courtes périodes, supérieur à 1.
- Dans un système stable, et dont les échanges avec le RdM s'avèrent équilibrés, les valeurs respectives de  $\alpha_c$  et  $\alpha_I$  convergent vers 1, au fur et à mesure que  $\beta_m$  monte en puissance aux dépens de  $\beta_I$ . En conséquence, l'espace de viabilité du système se resserre.
- La zone d'expression est limitée par les valeurs :
  - $\alpha_c$  : 0.7 - 1.0 . selon observations statistiques
  - $\alpha_I$  : 1.0 - 1.6 . selon observations statistiques, et taux des fonds étrangers acceptables
  - $\beta_m$  : 0.5 - 0.75 . limite de rendement de l'entreprise



Fig. 4a - Graphique de la fig. 4



La fig. No 4a montre que l'effet fiscal, malgré une progression des taux moyens d'imposition, est relativement faible. Le graphique infra montre la modification de la structure du système, sous l'influence de la politique fiscale. Si cet effet est atténué au niveau des valeurs d'équilibre des propensions en question, il n'en demeure pas moins qu'au plan global la morphologie macroéconomique subit des changements notables, comme le montrent les figures No 5 et 5a.

Fig. 5, et 5a - Fiscalité différente et incidence sur R/C

	Matrice R/C en t(1,2)			Var. stocks +/--extér.	Demande intérieure	Export.	Import.	PIBglob.
	R(mén)	R(Ei)	R(état)					
PIB(mén)	112'405			0	112'405	27'727	29'225	110'906
PIB(I)		25'760	5'000	0	30'760	13'803	12'304	32'259
PIB(état)			23'835	0	23'835	0	0	23'835
RnonD	8'105	0	0		8'105			
Impôts	9'071	2'210	-11'281					
acte[E-]		-3'411	-4'694		-8'105			
BalCom	1'499	-1'499	0	RdM	0			
Total	129'580	24'560	12'860	0	167'000	41'529	41'529	167'000

167'000

Alpha(c) = 0.9327    Bêta(m) = **0.7759**    Timp(m) = 0.2600  
 Alpha(I) = 1.1526    Bêta(I) = **0.1471**    Texp(m) = 0.2500  
 Alpha(état) = 1.1944    Bêta(état) = **0.0770**    Timp(I) = 0.4776  
 T(fisc)mén = 0.0700    T(fisc)Ei = 0.0900    Texp(I) = 0.5064

	Matrice R/C en t(1,2)			Var. stocks +/--extér.	Demande intérieure	Export.	Import.	PIBglob.
	R(mén)	R(Ei)	R(état)					
PIB(mén)	87'022			0	87'022	21'466	22'626	85'862
PIB(I)		14'781	10'000	0	24'781	11'073	9'912	25'941
PIB(état)			55'197	0	55'197	0	0	55'197
RnonD	1'955	0	0		1'955			
Impôts	34'602	7'214	-41'817					
acte[E-]		-1'955	0		-1'955			
BalCom	1'160	-1'160	0	RdM	0			
Total	123'580	20'040	23'380	0	167'000	32'538	32'538	167'000

167'000

Alpha(c) = 0.9780    Bêta(m) = **0.7400**    Timp(m) = 0.2600  
 Alpha(I) = 1.1524    Bêta(I) = **0.1200**    Texp(m) = 0.2500  
 Alpha(état) = 1.0000    Bêta(état) = **0.1400**    Timp(I) = 0.6706  
 T(fisc)mén = 0.2800    T(fisc)Ei = 0.3600    Texp(I) = 0.6946

On constate notamment qu'une élévation significative des taux d'imposition ampute, en valeur absolue, la capacité d'achats des ménages et des Ei, alors que celle de l'Etat double pratiquement (2,3 fois) ; on a donc un changement dans la structure même de la Demande globale. L'utilisation de la vis fiscale influence sensiblement l'intensité de la Demande solvable en libérant (ou en épongeant) du pouvoir d'achat.

### II.3 Effet des échanges avec le RdM

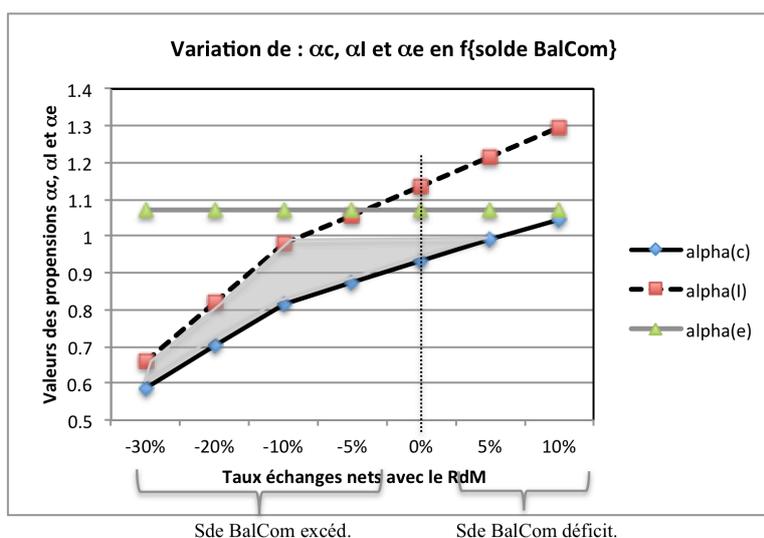
Les échanges avec l'Extérieur ont une grande influence sur la valeur des variables structurelles du système. Les simulations qui suivent le montrent à l'évidence.

Fig. 6 - Valeurs des propensions en fonction du signe du solde de la BalCom

Ratio :		$\alpha_c$	$\alpha_I$	$\alpha_e$
Sde BalCom/PIB				
exp	-30%	0.5877	0.6605	1.0706
exp	-20%	0.7024	0.8195	1.0706
exp	-10%	0.8171	0.9785	1.0706
exp	-5%	0.8745	1.0580	1.0706
neutre	0%	0.9318	1.1375	1.0706
imp	5%	0.9892	1.2171	1.0706
imp	10%	1.0470	1.2972	1.0706

Constantes : Tfm = 9% Tfl = 18%  $\beta_m = 0.662$   $\beta_I = 0.237$   $\beta_e = 0.101$

Fig. 6a - Graphique de la fig. 6



On notera que des échanges excédentaires avec le RdM ont pour effet un abaissement, dans une notable mesure, de la valeur d' $\alpha_c$  et  $\alpha_I$  d'équilibre, donnant de ce fait une bonne flexibilité au système. Par contre, dès l'instant où la balance commerciale est déficitaire, on constate alors que les propensions à consommer sont rapidement contraintes à des valeurs d'équilibre difficiles à maintenir sur plusieurs périodes. Déjà à 5% du PIB, le découvert de la BalCom pousse le système dans ses retranchements.

Fig. 7, 7a - Excédent/déficit de la BalCom et son incidence sur la structure du système

	Matrice R/C en t(1,2)			Var. stocks +/--extér.	Demande intérieure	Export.	Import.	PIBglob.
	R(mén)	R(Ei)	R(état)					
PIB(mén)	82'201			0	82'201	11'540	0	93'741
PIB(I)		31'755		0	36'755	5'160	0	41'915
PIB(état)			31'344	0	31'344	0	0	31'344
RnonD	18'400	696	0		19'096			
Impôts	9'950	7'124	-17'073			OdeFP = Fr	19'096	DdeFP = Fr
acte[E-]		0	-2'396		-2'396	Ecart = Fr	0	-19'096
BalCom	-11'540	-5'160	0	RdM	16'700			
Total	110'550	39'575	16'875	-16'700	150'300	16'700	0	167'000

150'300      0.1

Alpha(c) = 0.8171    Bêta(m) = **0.6620**    Timp(m) = 0.0000  
 Alpha(I) = 0.9785    Bêta(I) = **0.2370**    Texp(m) = 0.1231      1.0000  
 Alpha(état) = 1.0706    Bêta(état) = **0.1010**    Timp(I) = 0.0000  
 T(fisc)mén = 0.0900    T(fisc)Ei = 0.1800    Texp(I) = 0.1398

	Matrice R/C en t(1,2)			Var. stocks +/--extér.	Demande intérieure	Export.	Import.	PIBglob.
	R(mén)	R(Ei)	R(état)					
PIB(mén)	99'511			0	99'511	0	5'770	93'741
PIB(I)		39'495	5'000	0	44'495	0	2'580	41'915
PIB(état)			31'344	0	31'344	0	0	31'344
RnonD	1'089	0	0		1'089			
Impôts	9'950	7'124	-17'073			OdeFP = Fr	9'439	DdeFP = Fr -9'439
acte[E-]		-7'043	-2'396		-9'439	Ecart = Fr	0	
BalCom	5'770	2'580	0	RdM →	8'350			
Total	110'550	39'575	16'875	8'350	175'350	0	8'350	167'000

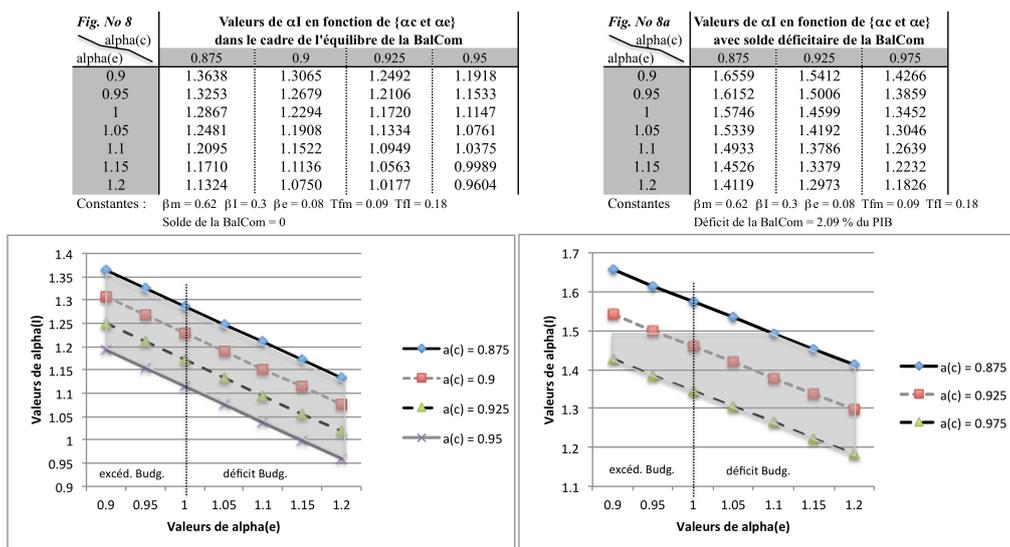
175'350      0.05

Alpha(c) = 0.9892	Bêta(m) = <b>0.6620</b>	Timp(m) = 0.0580	
Alpha(I) = 1.2170	Bêta(I) = <b>0.2370</b>	Texp(m) = 0.0000	1.0000
Alpha(état) = 1.0706	Bêta(état) = <b>0.1010</b>	Timp(I) = 0.0653	
T(fisc)mén = 0.0900	T(fisc)Ei = 0.1800	Texp(I) = 0.0000	

Les matrices ci-dessus révèlent que le sens du flux net des échanges avec le RdM n'est pas sans incidence sur la structure des agrégats. Ainsi, laisser une Economie s'installer dans la facilité du déficit constitue une erreur<sup>2</sup> que certains gouvernements n'ont pas hésité à pratiquer pendant de nombreuses années (plusieurs décennies).

### II.4 Politique budgétaire de l'Etat

Fig. 8, 8a - Valeurs de  $\alpha I$  en fonction des autres propensions



La fig. No 8 montre, qu'effectivement, la politique budgétaire de l'Etat exerce une influence marquée sur les ratios d'équilibre de  $\alpha c$  et  $\alpha I$ . Par exemple, l'excédent des dépenses est accompagné d'une diminution des valeurs structurelles des propensions des ménages et des entreprises (effet de substitution), avec pour conséquence :

- en cas de faiblesse de la  $D_{mén}$  et  $D_I$ , ramener le système vers une nouvelle zone de stabilité en rapprochant les valeurs d'équilibre de celles effectives. Ou, au contraire créer des tensions inflationnistes additionnelles (si l'offre est sous contrainte), dans la mesure où  $D_{eff} > D_{équ}$  ;
- de favoriser des impulsions de relance dans ce même contexte où :  $D_{eff} > D_{équ}$ .

Le tableau No 8 fait état des valeurs de  $\alpha I$ , dans le cadre d'une Economie dont les transactions avec le RdM sont équilibrées. Le tableau 8a correspond à une structure de déficit des échanges, de 2,09% du PIB. On observe que les chiffres d'équilibre des  $\alpha_{c,I,e}$  se sont déplacés nettement vers le haut par comparaison.

Il est donc remarquable d'observer l'interdépendance des propensions en question, dans le sens que la hausse de l'une de ses valeurs implique en conséquence la baisse du ou des autres propensions, pour la

conservation de l'équilibre général, et réciproquement. L'espace de viabilité du système correspond à la zone ombrée ; par exemple en se référant à la fig. 8 cette dernière est alors la suivante :

	Valeurs de $\alpha I$	
alpha(c) \ alpha(e)	0.875	0.95
0.9	<b>1.364</b>	<b>1.192</b>
1.2	<b>1.132</b>	<b>0.96</b>

Les caractéristiques du modèle de la fig. No 8 déterminent les valeurs formant les limites de son champ d'expression, à l'intérieur de laquelle toutes les combinaisons sont possibles.

Les conséquences sont visibles lorsque le système se trouve dans une configuration d'excédent ou de déficit budgétaire en plus de sa BalCom, selon les fig. No 9 et 9a.

Fig. 9, 9a - Matrices R/C en situation d'excédent et de déficit budgétaire

	Matrice R/C en t(1,2)			Var. stocks +/--extér.	Demande intérieure	Export.	Import.	PIBglob.
	R(mén)	R(Ei)	R(état)					
PIB(mén)	81'652			0	81'652	20'685	19'597	82'741
PIB(I)		49'054	5'000	0	54'054	25'483	21'622	57'915
PIB(état)			26'344	0	26'344	0	0	26'344
RnonD	8'528	0	586		9'114			
Impôts	10'020	8'550	-18'570			OdeFP = Fr	9'114	DdeFP = Fr
acte[E-]		-4'164	0			Ecart = Fr	0	-9'114
BalCom	-1'089	-3'861	0	RdM →	-4'950			
Total	100'200	53'440	13'360	-4'950	162'050	46'168	41'218	167'000

Alpha(c) = 0.9054    Bêta(m) = **0.6000**    Timp(m) = 0.2400    BalCom 2.96% excédent  
 Alpha(I) = 1.0928    Bêta(I) = **0.3200**    Texp(m) = 0.2500  
 Alpha(état) = 0.9816    Bêta(état) = **0.0800**    Timp(I) = 0.4408  
 T(fisc)mén = 0.1000    T(fisc)Ei = 0.1600    Texp(I) = 0.4816    1.0000

	Matrice R/C en t(1,2)			Var. stocks +/--extér.	Demande intérieure	Export.	Import.	PIBglob.
	R(mén)	R(Ei)	R(état)					
PIB(mén)	82'953			0	82'953	20'185	22'397	80'741
PIB(I)		37'430	5'000	0	42'430	18'003	19'518	40'915
PIB(état)			46'507	0	46'507	0	1'163	45'344
RnonD	4'722	0	0		4'722			
Impôts	12'525	10'438	-22'963			OdeFP = Fr	9'612	DdeFP = Fr
acte[E-]		-6'118	-3'494			Ecart = Fr	0	-9'612
BalCom	2'212	1'515	1'163	RdM →	4'890			
Total	100'200	41'750	25'050	4'890	171'890	38'188	43'078	167'000

Alpha(c) = 0.9461    Bêta(m) = **0.6000**    Timp(m) = 0.2700    BalCom -2.93% déficit  
 Alpha(I) = 1.1954    Bêta(I) = **0.2500**    Texp(m) = 0.2500    Déficit 2.09% de l'Etat  
 Alpha(état) = 1.0728    Bêta(état) = **0.1500**    Timp(I) = 0.5214    Timp(e) 0.02257  
 T(fisc)mén = 0.1250    T(fisc)Ei = 0.2500    Texp(I) = 0.5013    Texp(e) 0    1.0000

Les matrices R/C précitées confirment l'analyse de Keynes au sujet du concours de l'Etat, nécessaire pour agir sur la conjoncture du moment. Cette intervention n'a de sens à la condition que la demande marginale additionnelle s'inscrive dans le contexte d'une offre susceptible de se mobiliser pour déclencher un effet multiplicateur, ou pour soutenir  $\alpha I$  effectif au niveau de  $\alpha I$  d'équilibre. La réussite n'est cependant pas garantie pour peu que l'offre soit contrainte à cause d'une politique inappropriée de la part des pouvoirs publics.

Les quelques simulations que l'on vient d'exposer sont révélatrices de la complexité des relations structurelles des fonctions macroéconomiques. De plus, il est à noter que l'ouverture du dispositif vers l'Extérieur permet de déconnecter la structure du PIB<sub>global</sub> de celle de la Demande intérieure, ajoutant aussi de la souplesse à ces deux fonctions qui ne sont plus liées, comme en système fermé. Donc, le bénéfice qu'apportent les échanges avec le RdM n'est pas seulement dû aux avantages comparatifs des coûts de production, mais aussi à la capacité de faire coïncider plus facilement l'Offre intérieure = (PIB - Exp. + Imp.) à la Demande interne. Ainsi, l'ouverture du système élargit sa zone de cohérence, où peut s'exprimer une grande variété de combinaisons de structures propres à chaque fonction, lesquelles combinaisons conserveront à l'ensemble un degré de liberté suffisant pour être en mesure de s'adapter aux changements internes et externes qu'il subit en permanence.

## *Notes*

---

<sup>1</sup> Les statistiques de l'OCDE montrent que le facteur  $\alpha_1$  oscille dans la fourchette :  $x_1 < 1 < 1,5$  env.

<sup>2</sup> Cette erreur se traduit par la montée des valeurs d'équilibre de  $\alpha_c$  et  $\alpha_1$  à un niveau difficilement soutenable à terme. En effet, ce contexte implique que les  $\alpha_c$  effectif et  $\alpha_1$  effectif sont forcés de s'aligner sur leur homologue d'équilibre.

J F G

## II.3 Les Revenus en système ouvert

- Les revenus de l'Etat
- Les revenus et le RdM
- Note

*L'Etat finance ses dépenses au moyen des impôts directs, indirects, et d'un maquis de taxes, prélevés auprès des ménages et des entreprises. Accessoirement, l'Etat perçoit des émoluments lorsqu'il fournit des prestations administratives.*

*En bon gestionnaire, les autorités publiques adaptent leurs dépenses à leurs revenus. Toutefois, des gouvernements ont cédé à la facilité de l'endettement pour des raisons de pure démagogie politicienne, et pour le malheur de leur population. Il n'est pas interdit d'emprunter pour financer des investissements utiles ; par contre, recourir au crédit pour financer le fonctionnement de l'Etat est une faute impardonnable.*

*L'approche du PIB par les revenus ne tient pas compte de ceux reçus du RdM ou versés au RdM au titre de prestations fournies et des revenus de la propriété. Ainsi, concernant la Suisse, on relève en 2013 les chiffres suivants ([www.bfs.admin.ch](http://www.bfs.admin.ch)) :*

<i>PIB<sub>2013</sub> =</i>	<i>635'331 millions CHF</i>	
<i>+ Rev. reçus du RdM =</i>	<i>131'039 millions CHF</i>	
<i>- Rev. versés au RdM =</i>	<i>101'376 millions CHF</i>	
<i>= Revenu national brut :</i>	<i>664'994 millions CHF</i>	<i>=&gt; 104,7% du PIB</i>

*Le modèle  $P/R_{t(i)} \Rightarrow R/C_{t(i+1)}$  retient donc le PIB selon les approches : {par les revenus, par les dépenses, par la production}.*

**I. Les Revenus de l'Etat**

Le revenu global de la Suisse se répartit approximativement, selon la structure suivante :

Fig. No 1 - (en mios de CHF)

PIB - approche par les revenus			
1990		2012	
198'611	58.6%	362'313	61.2%
133'798	39.5%	211'499	35.7%
6'587	1.9%	18'039	3.0%
<u>338'996</u>	<u>100.0%</u>	<u>591'851</u>	<u>100.0%</u>

Office fédéral de la statistique, Comptes nationaux

Fig. No 2 - Recettes et dépenses publiques

	2010	
Recettes administr. publiques	191.9	33.5%
Dépenses administr. publiques	189.6	du PIB 2010
Office fédéral de la statistique, Comptes nationaux		
(en milliards de CHF)		
Recettes fiscales 2010 Conf. cantons et communes :	121.5	
dont TVA indirect:	18.7	
Impôts directs	102.8	

Par ailleurs, le tableau No 3 révèle l'inventivité des politiciens pour trouver des impôts et taxes destinés à satisfaire leur propension à dépenser l'argent des contribuables. Il s'agit d'un véritable maquis participant à l'opacité et à la dispersion de l'effort fiscal, de sorte que le citoyen ne se sente pas trop rançonné, et pourtant il le devient de manière insidieuse.

Fig. No 3 - Répartition de la charge fiscale en CH

Nature des impôts, taxes	Directs	indirects	Répartition		
			Conf	Cantons	Communes
Impôt sur le revenu	x				
Impôt sur la fortune	x				
Impôt sur le bénéfice	x				
Impôt sur le capital, droit timbre	x				
Droits de mutation	x				
Droits de douane		x			
Impôt anticipé	x				
Impôt foncier	x				
Impôts sur la bière et le tabac et les boissons distillées		x			
Impôt sur les chiens		x			
Impôt sur les divertissements		x			
Impôt sur les forces hydrauliques		x			
Impôt sur les gains en loterie	x				
Impôt sur les gains immobiliers	x				
Impôt sur les successions et donation	x				
Vignette et impôt sur les automobiles		x	vignette	auto	
Taxe militaire	x				
Taxe professionnelle	x				
TVA		x			
Taxe sur les carburants		x			
Taxe de séjour		x			

A lire le tableau ci-dessus, il existe deux sources de revenus échéant à l'Etat, l'une indirecte par incorporation dans le coût de production, l'autre directe par l'imposition fiscale. La part des recettes publiques a remarquablement augmenté pour atteindre, en 2010, le 33.5% du PIB, ce qui est considérable, marquant l'importance de cette institution en tant qu'agent économique. Par ailleurs, on relèvera que seul le  $R_{Etat}$  constitue une valeur ajoutée, laquelle s'intègre dans la production des biens de consommation et d'investissement, au même titre que les rémunérations des autres agents.

Pour ce qui concerne les impôts, ces derniers sont prélevés sur les revenus des ménages et des entreprises à la discrétion de l'Etat. En contrepartie des recettes, l'Etat fournit des prestations en utilisant les facteurs de production : **main-d'œuvre** et **capital**. Le travail est rémunéré par les salaires distribués aux fonctionnaires, tandis que le profit éventuel est obtenu au niveau des entreprises publiques.

### I.1 La propension à consommer/investir

La norme économique veut que l'Etat, en temps ordinaire, équilibre ses recettes et ses dépenses, ou mieux encore, qu'il débourse moins que la somme de ses revenus. Les incitations dictant l'attitude de production et de consommation de ce secteur, trouve leurs racines dans le **contrat social**, conclu explicitement ou implicitement entre la population et le gouvernement ; la recherche du profit n'est pas en l'occurrence un motif déterminant, en tout cas au premier degré. Cependant, les services chargés de gérer les diverses fonctions publiques sont conduits par des commis, lesquels doivent en permanence concilier l'intérêt général et leurs propres préoccupations. Il n'est donc pas rare d'observer des comportements ayant perdu le contact avec la notion du service public, s'enfermer dans un processus {production => consommation} autonome à croissance incontrôlée. A cet égard, l'analyse de Michel Crozier (*Le Phénomène bureaucratique*, éditions du Seuil, 1963) reste encore d'actualité et mérite une lecture attentive.

A l'exception de tels épiphénomènes, la teneur du contrat en question dépend notamment du régime politique en place, du degré de progression de l'Economie et de sa nature. Ainsi, il n'est pas indifférent de voir un pays adopter une ligne libérale ou étatisée. De plus, un pays en voie de développement et face à des besoins pressants d'infrastructures sera enclin à l'emprunt, même massif, pour accélérer son processus de décollage. Par contre, une nation dont l'Economie à maturité est florissante aura plus de facilité à équilibrer son budget, malgré les nombreuses sollicitations du public, et les exigences coûteuses d'une société moderne.

Dans le cadre de son rôle de régulateur, chaque Gouvernement responsable devrait adopter un comportement anticyclique. Ainsi, en phase d'expansion, un excédent budgétaire devrait être de rigueur, tandis qu'en période de récession un déficit conviendrait. Or, aujourd'hui, cette simple règle n'est pas observée contribuant de la sorte à amplifier le cycle conjoncturel.

Hors de ce principe que les Autorités devraient suivre, il n'existe pas, à proprement parler, de limites insurmontables face à la volonté d'un gouvernement qui voudrait imposer des dépenses fastueuses et inutiles. A ce propos, certains pays, membres de l'OCDE, se sont affranchis de ces contraintes, avec pour conséquences des taux d'endettement exagérés, qui pourraient bien être sanctionnés, un jour ou l'autre, par les marchés financiers<sup>1</sup>.

### I.2 L'Etat et la structure du système

L'Etat intégré dans le système est interdépendant avec les autres secteurs. Cette corrélation se traduit par le fait que les propensions  $\alpha_c$ ,  $\alpha_I$ ,  $\alpha_e$ , sont liées, de sorte que la modification de l'une impose un changement à l'autre afin que l'équilibre soit conservé. A ce propos, le modèle R/C a été simulé en attribuant à  $\alpha_I$  des chiffres précis de 0,9 à 1,2 et à  $\alpha_e$  de 0,9 à 1.1. Chaque couple de valeurs { $\alpha_I = 0,9 \dots$  et  $\alpha_e = 0,9 \dots$ } détermine celles d'équilibre de  $\alpha_c$ , dans trois contextes, le premier présentant un excédent de la BalCom, le 2<sup>e</sup> un solde nul, tandis que le 3<sup>e</sup> se réfère à un déficit des échanges avec le RdM. Les ratios de  $\alpha_c$  sont visibles ci-dessous.

Fig. No 4 - Tableaux des valeurs d'équilibre  $\alpha_c$ ,  $\alpha_I$  et  $\alpha_e$

$\alpha(\text{état}) \backslash \alpha_I$	Valeurs de $\alpha_c$ en fonction de $\alpha_I$				Valeurs de $\alpha_c$ en fonction de $\alpha_I$				Valeurs de $\alpha_c$ en fonction de $\alpha_I$			
	0.9	1	1.1	1.2	0.9	1	1.1	1.2	0.9	1	1.1	1.2
0.9	1.0414	1.0045	0.9675	0.9306	1.1137	1.0768	1.0398	1.0029	1.1898	1.1529	1.1159	1.0790
1.0	0.9685	0.9315	0.8946	0.8577	1.0369	1.0000	0.9631	0.9262	1.1090	1.0721	1.0351	0.9982
1.1	0.8955	0.8586	0.8217	0.7848	0.9602	0.9232	0.8863	0.8494	1.0282	0.9913	0.9544	0.9174

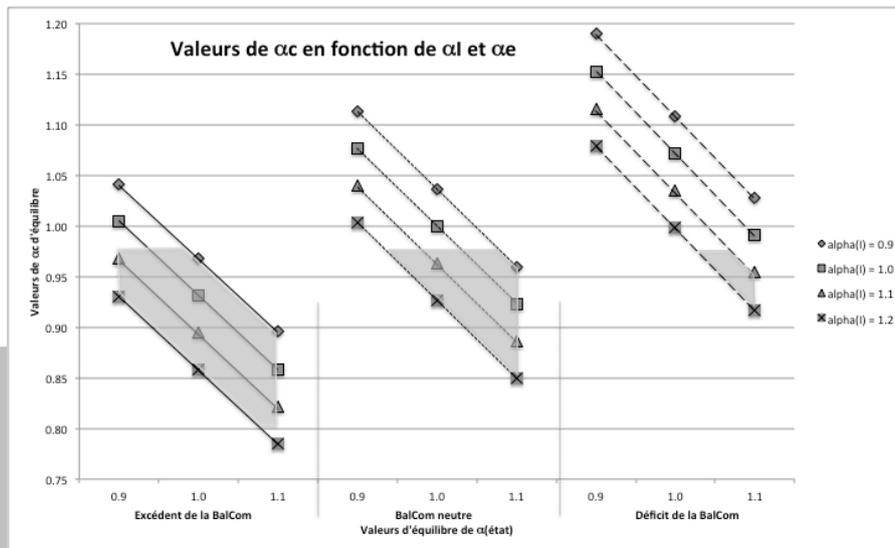
Constantes :  $\beta_m = 0.65 \quad \beta_I = 0.27 \quad \beta_e = 0.08$  Solde BalCom = excédent 4,6%  $\beta_m = 0.65 \quad \beta_I = 0.27 \quad \beta_e = 0.08$  Solde BalCom = 0  $\beta_m = 0.65 \quad \beta_I = 0.27 \quad \beta_e = 0.08$  Solde BalCom = déficit 4,6%

$T_{fm} = 0.28 \quad T_{fl} = 0.36$   $T_{fm} = 0.28 \quad T_{fl} = 0.36$   $T_{fm} = 0.28 \quad T_{fl} = 0.36$

On observe :

- Les valeurs de  $\alpha_I$  prises en considération, de même que celles de  $\alpha_e$ , sont comprises dans les limites admissibles en pratique; c'est donc dans un tel espace que s'exprime le plus souvent l'Economie.
- La propension à consommer des ménages se retrouve le plus fréquemment dans les bornes  $\{0,8 \text{ à } 0,96\}$  (voir la partie ombrée). Au-delà, la contrainte d'équilibre exercée sur le système est trop élevée.
- Il apparaît que dans le cadre d'une BalCom déficitaire, la pression sur  $\alpha_c$  devient plus lourde, confirmant par là que s'installer dans un tel état n'est pas à recommander.
- La fig. No 4a infra se réfère au tableau précédent pour une présentation graphique de ses valeurs :

Fig. No 4a - Valeurs d'équilibre de  $\alpha_c$  en fonction de  $\alpha_I$  et  $\alpha_e$



#### Commentaires :

- Chaque point d'une des droites est donné par le couple  $\{\alpha_c, \alpha_{\text{état}}\}$  à l'équilibre pour une valeur constante de  $\alpha_i$ , respectivement de 0,9 à 1,2.
- Les propensions n'évoluent pas librement puisqu'elles se déterminent à l'équilibre mutuellement. Ainsi, dès lors que  $\alpha_c$  et/ou  $\alpha_e$  augmentent,  $\alpha_c$  régresse, ou inversement, pour conserver cet état stable.
- Selon le solde de la BalCom, la position du groupe des  $\alpha_i$  n'est pas identique. En situation de déficit des échanges avec le RdM, on observe que les valeurs qui nous intéressent subissent un fort mouvement de hausse.
- Les zones en gris délimitent les valeurs des  $\alpha_i$  compatibles avec un fonctionnement fluide du système. Au-delà de ces frontières, des contraintes risquent de se produire et de créer de ce fait des tensions, lesquelles gêneront les ajustements assurant l'équilibrage du **Tout**.
- L'intégration de l'Etat induit une modification de la répartition du  $R_{\text{global}}$  (par les  $\beta_i$ ) tandis que la fiscalité, par la redistribution des impôts, modifie la structure interne du  $R_{\text{mén}}$  et  $R_{(Ei)}$ .
- La structure de l' $O_{\text{globale}}$  est également modifiée en fonction de celle des revenus et réciproquement.

L'orientation des droites de pente négative montre que si les dépenses publiques excèdent les recettes, alors les autres propensions sont contraintes de diminuer, pour la sauvegarde de l'équilibre, en dessous de leurs valeurs effectives. De plus, dès l'instant où l'Etat consomme plus que ses recettes, un déficit monétaire en résultera. En outre, le découvert opérationnel public s'accompagne très souvent d'un excédent des dépenses d'investissements et des comptes sociaux, augmentant encore les besoins d'emprunt. Deux possibilités s'offrent à l'Etat : faire appel au marché financier intérieur et/ou

extérieur, ou en s'adressant au Trésor. Dans le premier cas, la capacité de prêt de la Nation sera sollicitée, en concurrence avec les Entreprises, conflit visible sous la fig. No 5.

Fig. 5 - Déficit public et flux financiers

**Matrice R/C pays avec déficits : Budget public et BalCom**

	R <sub>mén</sub>	R <sub>E(i)</sub>	R <sub>Etat</sub>	Offre int.	Export	Import	PIB <sub>glob</sub>				
PIB <sub>m</sub>	353'522			353'522	6'028	19'851	339'699				
PIB <sub>i</sub>	0	11'7210	0	11'7210	12'057	13'564	115'703				
PIB <sub>Etat</sub>			147'435	147'435	0	0	147'435				
RnonD	30'643			30'643				Source	Utilisation	Taux	
Impôts	18'917	58'053	-76'970					ménages	30'643.0	0.0	66.7%
Ch.soc.	87'798	-40'972	-46'826					E(i)	0.0	-22'725.1	49.4%
Acte [-E]		-22'725	-23'248	-45'973				Etat	0.0	-23'248.0	50.6%
Solde BalCom				15'330				BalCom	15'330.1	0.0	33.3%
<b>Total</b>	<b>315'284</b>	<b>193'510</b>	<b>94'043</b>	<b>618'167</b>	<b>18'085</b>	<b>33'415</b>	<b>602'836</b>		45'973.2	-45'973.2	

<b>Ménages</b>	<b>Entreprises</b>	<b>Etat</b>	<b>Egalité base</b>	
Alpha(c) 0.92023	Alpha(I) 1.24052	Alpha(e) 1.18720	1.000	
Beta(m) 0.52300	Beta(I) 0.32100	Beta(e) 0.15600	BalCom déficit 2.54%	
Tf(m) 0.06000	Tf(I) 0.30000		Excéd. publ. 3.91%	
Tchs(m) 0.27847	Tf+chS(I) 0.51173		Déficit -3.86%	publ.+ ch.soc.
Texp.(m) 0.01775	Texp.(I) 0.10420	Texp.(e) 0.00000		
Timp.(m) 0.05615	Timp.(I) 0.11572	Timp.(e) 0.00000		

**Flux financiers issus de la matrice R/C No 5**

de / à :	Ménages	E(i)	Interméd. financier	Ch. sociales	Etat Fiscalité	RdM	Total
Ménages		0	0	87'798	0	19'851	107'649
E(i)	357'362	121'719	27'234	0	0	13'564	519'879
Interm.fin.	26'803	0		0	0	0	26'803
Ch. sociales	0	40'972	0		46'826	0	87'798
Etat/Fiscalité	18'917	58'053	23'248	0	147'435	0	247'653
RdM	6'028	12'057	0	0	0		18'085
<b>Total</b>	<b>409'110</b>	<b>232'801</b>	<b>50'482</b>	<b>87'798</b>	<b>194'261</b>	<b>33'415</b>	<b>1'007'867</b>

Remarque : mouvements de cash intra catégories ne sont pas inclus

L'Economie réelle ne se résume pas à un simple transfert de biens contre argent ; des flux monétaires parcourent les transactions. En effet, en plus des échanges s'ajoutent la gestion des charges sociales et l'intermédiation financière pour assurer le rapprochement de l'OdeFP avec la DdeFP. L'intermédiation en question ne garantit pas mécaniquement l'égalité de ces deux fonctions. Leur réconciliation aura lieu par le jeu des intérêts. De plus, si simultanément les sociétés et l'Etat expriment une DdeFP en lançant des emprunts obligataires, il y aura bien entendu concurrence entre les deux catégories de demandeurs avec tendance à l'éviction des entreprises au profit de l'Etat.

L'Etat peut également recourir à l'emprunt direct auprès du Trésor, d'où un accroissement de la masse monétaire accompagné d'une baisse des taux et d'une stimulation vraisemblable de l'Economie, débouchant, la plupart du temps, sur un climat inflationniste. Cependant, les crédits du Trésor sont octroyés à court terme ; dès lors que l'Etat souhaite consolider sa dette, il recourra à l'emprunt auprès du public contribuant ainsi à éponger des liquidités.

## II. Les Revenus et le RdM

La fig. No 5 montre que le système est ouvert par les exportations et les importations. Les exportations issues de la production intérieure contiennent tous les revenus distribués (salaires, profits) aux agents ; de ce fait, une part du Revenu global est distraite des marchés endogènes pour être vendue à l'extérieur. Quant aux importations, ces dernières incorporent une somme de revenus provenant du RdM. Par conséquent, la production offerte à l'intérieur comprend des produits dont la valeur s'exprime en espèces nationales, et en devises transformées par le change. Ainsi, l'unification des unités monétaires a lieu par le change, c'est-à-dire par le prix auquel s'échangent les unités en question. Le schéma qui suit facilitera la compréhension de ce que l'on vient d'énoncer.

Fig. No 6 - Valeurs et change

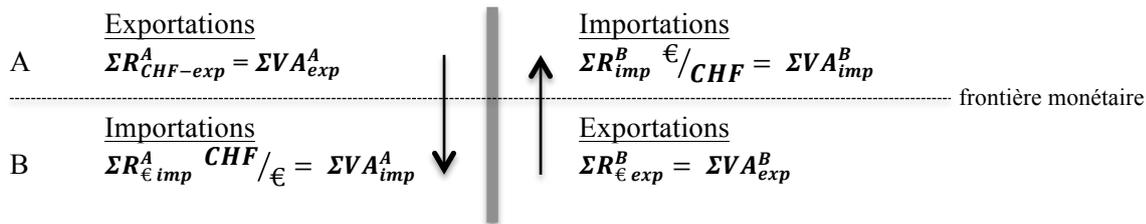
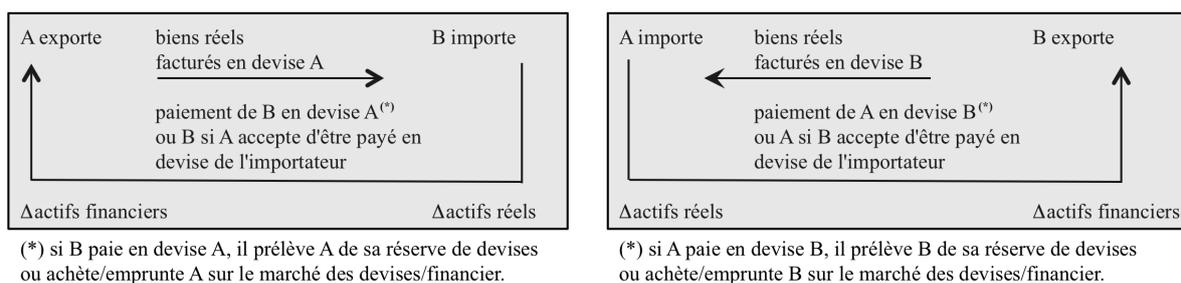


Fig. No 7 - Echanges et devises



Le schéma No 7 met en évidence les relations bilatérales des échanges entre A et B où les exportations de l'un constituent les importations de l'autre et réciproquement. Par ailleurs, on notera l'importance du cours du change lors des transactions commerciales, lequel constitue la clé du transfert indispensable d'unités monétaires que les échanges imposent, sauf si l'exportateur accepte d'être payé en devises de l'importateur<sup>2</sup>.

### III. La structure du système ouvert sur le RdM

Dès l'instant où un écart se produit entre le total des exportations et celui des importations, un solde net subsistera, marquant un excédent ou un déficit des transactions avec le RdM. Le déficit des échanges signifie alors que le pays concerné vit au-dessus de ses moyens. Cas contraire, le pays excédentaire recevra, à titre de paiement, le montant facturé des biens exportés. Ce montant réintègrera le fonds de roulement des entreprises exportatrices en consacrant définitivement le profit de celles-ci.

Fig. No 8 - Matrice R/C des échanges avec le RdM

Matrice R/C - pays A exportateur vers B - en CHF					Matrice R/C - pays B importateur de A - en Euro				
	Demande intérieure	Export.	Import.	PIBglob.		Demande intérieure	Export.	Import.	PIBglob.
PIB(mén)	1'011'170	152'305	136'358	1'027'117	PIB(mén)	3'239'348	110'367	123'274	3'226'441
PIB(I)	343'734	294'030	234'690	403'074	PIB(I)	1'314'189	189'956	237'985	1'266'160
PIB(état)	454'152	0	0	454'152	PIB(état)	1'426'610	0	0	1'426'610
RnonD	157'099				RnonD	386'430			
Impôts		OdeFP = Fr	157'099		Impôts		OdeFP = Fr	447'367	
act[e-]	-81'812	DdeFP = Fr	157'099		act[e-]	-447'367	DdeFP = Fr	447'367	
BalCom	-75'287				BalCom	60'936			
<b>Total</b>	<b>1'809'057</b>	446'335	371'048	<b>1'884'344</b>	<b>Total</b>	<b>5'980'148</b>	300'322	361'259	<b>5'919'211</b>
				1'809'057					5'980'148
Alpha(c) =	0.8655	Bêta(m) =	0.6220		Alpha(c) =	0.8934	Bêta(m) =	0.7214	
Alpha(I)' =	1.0281	Bêta(I) =	0.1831		Alpha(I)' =	1.2426	Bêta(I) =	0.1831	
Alpha(état)' =	<b>1.1669</b>	Bêta(état) =	0.1949		Alpha(état)' =	<b>1.1669</b>	Bêta(état) =	0.0955	
T(fisc)mén =	0.1750	T(fisc)Ei =	0.2125		T(fisc)mén =	0.1509	T(fisc)Ei =	0.2125	
Timp(m) =	0.1349	Egalité base	<b>1.0000</b>		Timp(m) =	0.0381	Egalité base	<b>1.0000</b>	
Texp(m) =	0.1483	3.94%	déficit public		Texp(m) =	0.0342	4.06%	déficit public	
Timp(I) =	0.8402	4.00%	excédent RdM		Timp(I) =	0.2244	1.03%	déficit RdM	
Texp(I) =	0.8682	Cours €/CHF =	1.2355		Texp(I) =	0.1876	Cours CHF/€ =	0,80939	

Considérant que les pays A et B s'échangent, de sorte que les exportations de A sont les importations de B (effet de miroir). A est en excédent de CHF 75'287, tandis que B est en déficit de € 60'936. Lors des échanges, les flux financiers (simplifiés) sont les suivants :



## *Note*

---

<sup>1</sup> La pratique inconsidérée du « quantitative easing » par les Banques centrales US et UE contribue à accentuer le découplage de l'Economie réelle avec la Finance. Une conséquence (parmi d'autres) de ce laxisme se traduit par une frilosité dramatique des banques face au risque « crédit » des PME. Cette situation malsaine ne peut persister.

<sup>2</sup> La Chine a accepté d'être payée en \$ pour ses exportations. Le résultat aujourd'hui est que la Chine dispose d'un montant de créances contre les USA (soit un actif monétaire), s'élevant en 2011 à près de 1'200 mrds de \$. La Chine est ainsi détentrice d'un actif susceptible de se déprécier, raison pour laquelle ce pays tente de diversifier son avoir au plan devises.

J F G